

Dodd, C.H., *Political Development*, London, MacMillan Co. of Canada, 1972, 64 p.

Paul Gagné

Volume 6, Number 4, 1975

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/700616ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/700616ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Gagné, P. (1975). Review of [Dodd, C.H., *Political Development*, London, MacMillan Co. of Canada, 1972, 64 p.] *Études internationales*, 6(4), 571–572.
<https://doi.org/10.7202/700616ar>

ministrative hollandaise offre un contraste intéressant avec la structure canadienne. Ainsi, depuis 1965, il existe au sein du ministère des Affaires extérieures un ministre sans portefeuille qui est « responsable » de la politique d'aide au développement. Ce ministre est conseillé par un Conseil national consultatif groupant 70 représentants des corps intermédiaires ; il préside également un comité interministériel chargé de la coordination de toutes les politiques ayant une incidence sur l'étranger. Les auteurs reconnaissent que la subordination du ministre de l'Aide au développement au ministre des Affaires étrangères comporte le danger que la politique d'aide ne soit utilisée comme un simple instrument pour réaliser les objectifs à court terme de la grande politique extérieure. Au Canada, un seul ministre remplit toutes ces fonctions et les mêmes dangers sont présents.

Le chapitre VI porte sur les relations entre la CEE élargie et les PVD et l'auteur (Peter Tulloch) souligne la confusion possible dans la formulation des politiques qui découle du fait que l'aide relève en grande partie des gouvernements nationaux, tandis que le commerce est du ressort de la communauté dans son ensemble.

Enfin, au dernier chapitre, Guy Hunter suggère qu'au lieu de continuer à inciter par notre aide les PVD à modeler leurs économies sur la nôtre, ce qui revient à les re-coloniser, il faut repenser nos politiques d'aide et favoriser dans les PVD une stratégie de développement proprement endogène (d'autres auraient mieux dit « auto-centrée »). L'idée n'est pas nouvelle, mais elle mérite d'être reprise, étant donné qu'elle n'a encore jamais concrètement été prise au sérieux, nonobstant toutes les déclarations officielles que l'on pourrait citer.

Jacques HENRY

*Faculté des sciences sociales,
Université d'Ottawa*

DODD, C. H., *Political Development*, London, MacMillan Co. of Canada, 1972, 64p.

Ce petit livre d'un professeur de science politique à l'Université de Hull (Angleterre), est consacré à l'étude des problèmes de changement politique au Tiers-Monde. Comme l'auteur le déclare lui-même dans la préface, il s'agit d'une courte étude d'introduction afin de clarifier les significations les plus importantes du concept de « développement politique ». Ce petit livre de la série *Studies in Comparative Politics* contient, en annexe à la fin, outre les références de l'auteur, une courte bibliographie sur le sujet traité.

Dans le premier chapitre, l'auteur essaie de définir ce qui est entendu dans la littérature récente lorsqu'on emploie les expressions de « développement politique » et de « modernisation politique ». Le second chapitre examine l'approche marxiste du changement politique, alors que le premier s'arrêtait surtout à l'approche fonctionnaliste. Le troisième chapitre analyse les composantes du développement politique en Occident : la centralisation du pouvoir gouvernemental, la différenciation et la spécialisation des fonctions, l'identification du peuple au système politique, et leur participation accrue au gouvernement. Au quatrième chapitre, Dodd identifie certains aspects du traditionnalisme comme étant un obstacle majeur au développement dans le Tiers-Monde et au cinquième, il critique les différentes thèses sur la transformation des systèmes politiques traditionnels. Le dernier chapitre cherche à identifier les agents du développement politique au Tiers-Monde et l'auteur conclut son ouvrage en se demandant si le Tiers-Monde peut échapper aux modèles de développement capitalistes ou marxistes et élaborer son propre modèle.

Ce petit livre sur le développement politique constitue une très bonne introduction à ce sujet. De plus, l'auteur y fait preuve

d'une bonne érudition et les principaux aspects du problème du développement y sont abordés.

Paul GAGNÉ

*Département de philosophie,
Université du Québec, à Trois-Rivières*

HINSLEY, F.H., *Nationalism and the International System*, Dobbs Ferry (N.Y.), Oceana Publications, 1973, 192p., bibl., index.

F. H. Hinsley est professeur d'histoire des relations internationales. Sa qualité d'historien donne à la compréhension qu'il a du nationalisme, une dimension évolutionniste : toute communauté politique, pense-t-il, passe obligatoirement du pré-nationalisme au nationalisme. Logiquement, si l'évolution poursuit son cours, le nationalisme devrait un jour être dépassé. Mais le postnationalisme n'est une réalité établie nulle part encore.

L'objet du livre est fort clairement expliqué dans l'introduction : l'auteur, en tant qu'historien, a été frappé de la divergence de points de vue de ses collègues, quant à l'origine de la première guerre mondiale : en gros, il y voit deux écoles : celle qui croit que le nationalisme est la cause de la guerre de 1914-1918 et celle qui tient pour responsable de cette guerre, le conflit entre grandes puissances. Or, dit Hinsley, c'est l'historien diplomatique, moins familier avec le problème de l'idéologie nationaliste qui prétend que la cause de la guerre est le nationalisme ; et c'est l'historien du nationalisme, moins familier avec l'histoire diplomatique, qui rejette sur les grandes puissances en conflit, la cause de cette guerre. Vient donc l'histoire des relations internationales, dont l'auteur est spécialiste, pour nous présenter une étude comparée de l'influence réciproque de ces deux forces, à savoir du nationalisme et du système international. De la sorte, le livre constitue

aussi une justification de l'existence de cette discipline relativement récente qu'est l'histoire des relations internationales, qui va bien au-delà de la simple histoire diplomatique.

L'intention de l'auteur étant ainsi fort claire, le plan du livre est très simple. Première partie de l'étude comparative : le nationalisme ; deuxième partie : le système international ; conclusion : comparaison entre les deux forces.

Pour ce qui concerne le nationalisme, l'auteur constate fort justement, et contrairement à la plupart des auteurs anglo-saxons, que celui-ci n'est pas un simple état d'esprit, porté vers quelque chose d'une existence douteuse et condamnable appelée nation. Le nationalisme ne crée pas la nation mais est une idéologie qui donne la primauté à une réalité pré-existante qui est la nation. Le nationaliste fait ainsi un choix entre plusieurs réalités et décide de donner la primauté à la réalité-nation. Cette dernière n'existe donc pas seulement dans l'esprit des gens. Il s'agit d'une réalité objective, non d'un mythe.

De même, Hinsley, fait nettement la distinction entre nationalisme égalitaire et nationalisme chauvin et condamne la tendance de la plupart des spécialistes à confondre le nationalisme avec sa seule forme outrée : le chauvinisme. Enfin, ainsi que je l'ai dit précédemment, il voit la nation comme un corps en évolution, allant de l'enfance à l'âge adulte et non comme quelque chose de statique.

L'auteur du présent compte rendu ne peut que se réjouir en lisant ce livre, de constater que les thèses qu'il avait exposées - et qui furent critiquées par certains - dans son étude intitulée, « Le nationalisme » (*Études internationales*, Québec, septembre 1971) trouvent ici un appui vigoureux.

Pour ce qui est du système international, Hinsley voit évidemment une certaine similitude entre le système de la période 1815-